

## LE MANIFESTE CONTINENTAL

*Nul homme n'est une île, un tout en soi; chaque homme est partie du continent, partie du large; si une parcelle de terre est emportée par les flots, pour l'Europe c'est une perte égale à celle d'un promontoire, autant qu'à celle d'un manoir de tes amis ou du tien. La mort de tout homme me diminue parce que je suis membre du genre humain. Aussi n'envoie jamais demander pour qui sonne le glas : il sonne pour toi.*

*John Donne, 1624*

*Europe must federate or perish*  
*Clement Attlee, 1939*

### *Europe désunie, Europe dépendante*

L'humanité prend peu à peu conscience de la finitude du monde. Les Européens ne le gouvernent plus. Et c'est bien. Mais l'Europe, leur continent, n'est même pas capable, faute d'unité, de contribuer positivement au gouvernement du monde. Ce vide de puissance déséquilibre les relations entre les Etats-continentaux. Depuis la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis d'Amérique n'ont jamais pu résoudre seuls une crise internationale. La Russie n'en finit pas de se penser comme un empire. Seule la Chine est capable de contester le vieil équilibre. Et le nouveau peine à s'établir, en l'absence d'Europe.

La multiplication des phénomènes extrêmes – changement climatique, effondrement de la biodiversité, explosion des inégalités – est le signe manifeste de l'insoutenabilité du régime de croissance issu de la révolution industrielle européenne. Elle annonce l'épuisement de la Terre, sous les effets conjugués du productivisme, de l'extraction et de la consommation du carbone fossile et des métaux.

Les Etats-rentiers du pétrole et du gaz nourrissent des illusions de toute-puissance. Dans une Europe sans politique énergétique commune, la dépendance aux énergies fossiles a asservi les politiques énergétiques nationales aux autocrates du Moyen-Orient et de l'Eurasie. Dans le même temps, les Etats ont abandonné leur droit souverain de financer déficits et investissements longs par des avances de leurs banques centrales à leurs trésors. Des taux d'intérêt croissants ont afflué dans les banques privées (derniers prêteurs), et l'endettement public a bondi. La dette soi-disant "souveraine" a asservi les politiques économiques et sociales aux conditions et aux préférences de la finance de marché.

Cette double dépendance, énergétique et financière, des Etats désunis d'Europe condamne les politiques publiques, qu'elles visent l'investissement ou la redistribution, à une paupérisation certaine. Elles sont le prélude à l'extrême désespérance des campagnes et des territoires abandonnés par l'industrie, tandis que le numérique et les robots détruisent massivement les emplois salariés et que le précarité explose.

### *Un peu d'histoire pour comprendre*

Parler de désunion énergétique et financière a de quoi surprendre, alors que les prémisses de l'Union européenne datent de la mise en commun de l'extraction du charbon et de la production de l'acier (Traité de Paris, 1951), puis de l'atome civil (Euratom, 1957) et que son résultat le plus récent, que personne n'ignore, est une monnaie unique (1999), circulant dans 19 Etats membres. **La désunion est pourtant le résultat des refus successifs de la France de franchir quelque pas décisif que ce soit en direction de l'unité politique.** Le premier refus (1954) visait la Communauté européenne

de défense, et la Communauté politique qui lui était attachée (deuxième Traité de Paris, 1952). La CED était pourtant, comme la CECA et Euratom, une initiative française. Cette volte-face surprit et déçut les cinq partenaires de la France.

Le **deuxième refus français** s'opposa à une proposition de la Commission incluant un budget fédéral (1965), les **troisième et quatrième furent des fins de non-recevoir opposées à des propositions allemandes** de création d'un noyau d'union politique (1994) ou de fédération (2000), le **cinquième** fut le rejet, par la voie référendaire (2005), d'un traité controversé, dit "constitutionnel". Tout en entrouvrant un peu plus la porte donnant sur une démocratie parlementaire, celui-ci avait le tort d'enfermer la politique monétaire et économique dans le monétarisme et le laissez-faire, écartant l'intégration une fois de plus des traités fondateurs. Cette dérive politique privait l'Union du pouvoir discrétionnaire et de l'autonomie de moyens qui allaient très vite lui faire défaut la première crise venue (2008).

L'intégration n'a jamais été qu'une longue tentative de donner à l'Europe la couleur et le goût de l'unité, sans jamais le fédérer – sans jamais s'attaquer résolument à la notion de souveraineté, autrement dit sans limiter la souveraineté des Etats au profit d'une souveraineté commune, limitée comme la leur, mais réelle. Les Etats membres de l'Union européenne restent donc "souverains", mais d'une souveraineté factice, dès lors qu'ils ont abdiqué sa réalité au profit de puissances étrangères ou des puissances de l'argent. **Les Etats et l'Union ont bercé l'opinion publique d'une illusion dangereuse**, à savoir (i) que l'intégration bureaucratique et économique produirait peu à peu une intégration psychologique, et (ii) qu'en faisant cette Europe-là on fabriquerait, chemin faisant, des Européens, ouvrant la voie plus tard aux Etats-Unis d'Europe, rêvés par Victor Hugo, pensés et voulus par les fondateurs – dans un "plus tard" toujours au delà de la fin du mandat des gouvernements en place.

### *Europe désunie, Europe impréparée*

L'intégration européenne a bien fonctionné comme un accélérateur d'interdépendance. Mais les gouvernements nationaux ont mandat de gouverner les Etats, pas de donner à l'Europe une capacité propre de décider et d'agir pour gérer cette interdépendance, surtout si les choses tournent mal. Les Européens n'étaient donc pas préparés à affronter les dangers comme un peuple. Quand sont venues la crise géorgienne, la crise financière, la crise ukrainienne, la crise migratoire et les attaques terroristes, l'Europe n'était pas prête. Ces crises n'ont apparemment rien en commun. Mais dans chaque cas, **l'Europe n'a pas pu se protéger, face à l'adversité: les crises exposent l'imperfection et l'inachèvement de son union.**

La crise géorgienne et, plus encore, la crise ukrainienne ont démontré que les Etats désunis d'Europe, même ceux qui disposent de l'arme nucléaire, ne dissuadent pas un puissant voisin d'agresser un voisin plus faible, ne pèsent pas sur les décisions de l'OTAN ou sur la diplomatie des USA, dans un sens conforme à l'intérêt commun des Européens. La dépendance énergétique à l'égard de l'agresseur est, face à lui, un facteur déterminant de la faiblesse collective des Européens. La vision irénique d'une Europe post-moderne à l'abri de la guerre, armée d'un pouvoir de convaincre (*soft power*) la dispensant du pouvoir de contraindre (*hard power*), est l'héritière de l'internationalisme libéral, selon qui le libre commerce guérit les Etats de l'esprit de conquête et de l'impérialisme. Erreur funeste!

Une Europe libre sera une Europe autonome énergétiquement, établissant des relations commerciales équilibrées avec le monde arabe et la Russie. Ces régions tireront le meilleur parti de leur énorme potentiel humain une fois sorties de l'économie de rente. Une Europe libre sera une Europe démontrant par la constitution d'une force armée commune une volonté propre d'assurer sa sécurité et celle de son voisinage; et, le cas échéant, une Europe héritière de l'arsenal nucléaire

français, une Europe capable de sanctuariser son territoire, de garantir son intégrité sans dépendre de quiconque et d'être à la table pour négocier un monde sans armes nucléaires. Ces développements exigent tous une unité de décision et de responsabilité, un pouvoir de négociation et de commandement, qui fait naturellement défaut à l'Europe inachevée.

### *Les rois sont nus*

La crise financière, venue des USA, a exposé au grand jour l'incomplétude de l'union monétaire. L'absence de pouvoir budgétaire autonome avait enfermé la zone euro dans "une gouvernance par les règles", négociées à huis clos, s'imposant aux institutions communes aussi bien qu'aux parlements nationaux. En conséquence de quoi ces derniers ont été changés en chambres d'enregistrement. Pas d'autonomie financière de la zone euro, pas de "politique discrétionnaire" commune, mais au contraire résurgence des "intérêts nationaux", au premier rang desquels l'intérêt de l'Allemagne. Il serait naïf de croire que l'intérêt national est celui de la "nation" ou du "peuple" alors qu'il s'agit des intérêts liés, tout spécialement en Allemagne et en France, du personnel politique d'un pays et de ses grands groupes industriels et bancaires.

**Les rebuffades de Paris à Berlin au tournant du siècle ont eu raison de l'"Allemagne européenne", et les voisins ont récolté une "Europe allemande".** Berlin s'est constitué un énorme avantage compétitif par une baisse négociée des salaires (2000), dont les effets déflationnistes dans la zone euro ont été peu différents de ceux d'une dévaluation dans un régime de changes fixes. Pour des raisons idéologiques, le gouvernement allemand n'a pas stimulé la demande par la dépense publique, qu'il eût fallu financer par un déficit budgétaire aggravant l'endettement. Il l'a fait en prenant des parts de marché aux voisins. Que les effets de ce **corporatisme mercantiliste** aient été intentionnels ou pas, ils devraient faire réfléchir Berlin à deux fois avant de vanter ses performances face à la crise. Si les autres gouvernements de la zone euro avaient un peu de courage, ils pourraient répliquer que la prospérité actuelle de l'Allemagne est le produit d'un vol. S'ils avaient un peu d'honnêteté, ils pourraient reconnaître que l'Europe de la concurrence des Etats, à laquelle ils ont tous souscrit et d'où la solidarité a été soigneusement bannie, ne laissait pas à Berlin d'autre choix.

Au contraire, ces gouvernements ont cherché, dans l'imitation aveugle de leur "modèle allemand", à diminuer son avantage compétitif, en se lançant les uns contre les autres dans une **déflation compétitive**. Cette compétition sans frein entre leurs régimes salariaux, sociaux et fiscaux, fausse la concurrence entre entreprises, avec les mêmes effets sur l'économie réelle que les **dévaluations compétitives** de l'entre-deux-guerres et comme la **désinflation compétitive** de l'époque du système monétaire européen (1979-1999). Dans cette compétition entre Etats, les autres pays de la zone euro ne peuvent pas, tous à la fois, devenir exportateurs nets, à moins d'introduire à la hâte des politiques d'austérité ou à moins que l'Allemagne augmente à nouveau ses salaires. Cependant, ces distorsions de la concurrence des firmes n'ont pas empêché les gouvernements de renouveler, avec l'aval des Parlements aveuglés, leur engagement de ne pas la "fausser" (Traité de Lisbonne, 2009). Comble de l'hypocrisie!

Après la crise financière et le sauvetage conjoint (2010) des attelages toxiques entre Etats endettés et banques prêteuses, les décisions, insuffisantes et tardives, n'ont pas manqué (Comité européen du risque systémique, 2009 ; Fonds européen de stabilité financière, 2010-2013, et Mécanisme européen de stabilité financière, 2011-2013 ; Mécanisme européen de stabilité et Pacte budgétaire, 2012 ; rachat des titres de dette souveraine sur les marchés secondaires par la BCE, 2012 ; assouplissement quantitatif de la BCE, 2015). Elles furent toutes le produit d'une kyrielle de réunions du Conseil européen, dites à chaque fois "de la dernière chance", sans que jamais les Etats se libèrent de la dépendance où les tiennent les banques créancières, ni du dogme auquel ils ont souscrit, à la suite de l'Allemagne: les comptes d'un Etat doivent se gérer comme ceux de la

ménagère souabe ou d'une épicerie des Midlands.

*Les rois ont peur*

**La raison en est simple**: aucun gouvernement n'accepte volontiers que ses pairs – à plus forte raison un pouvoir fédéral – s'immiscent dans les relations opaques qu'entretiennent, dans plusieurs pays, le pouvoir d'Etat et le pouvoir d'argent. Aucun ne prendra le risque de placer cette connivence sous les feux de la rampe. Aucun ne reconnaîtra les erreurs accumulées au nom d'une doctrine inepte qui postule la rationalité illimitée des agents économiques, la neutralité de la monnaie et l'autorégulation des marchés. Cela revient à interdire à la puissance publique de servir déceimment le public. Aucun gouvernement n'admettra donc, après l'avoir nié, que ce qui compte n'est pas le volume de la dette, mais sa soutenabilité, c'est-à-dire la capacité de rembourser ses emprunts, liée à la somme actualisée des excédents budgétaires anticipés, hors intérêts, qui permettront de diminuer l'endettement.

Ce ne sont pas les prolongements de l'union monétaire, nécessaires à la résolution de la crise de la dette et au gouvernement de l'économie de la zone euro, qui font peur aux Etats membres. Une union bancaire, une union fiscale, une union budgétaire ont toutes été proposées à temps par la Commission européenne. Les Etats ont peur du grand dévoilement de leurs propres pratiques, de la mise à plat et de l'assainissement, dont **la création d'un Trésor fédéral** serait l'occasion. D'ailleurs, cette administration resterait sans légitimité, donc sans autorité, à moins d'être incluse dans **un système commun de gouvernement fédéral complet, constitutionnel, démocratique et souverain**. Une revendication citoyenne de séparation des pouvoirs européens, de séparation de ceux-ci et des pouvoirs nationaux, le rejet des oligarchies nationales, la demande d'une transparence aux standards nordiques, la lutte contre la fraude fiscale, contre la corruption, contre les privilèges, abolis mais toujours reconstitués, voilà ce que les Etats redoutent et voilà pourquoi les partis se sont employés à entretenir dans l'opinion publique, intentionnellement ou non, la peur de l'Europe.

*Le rêve confisqué: les dynamiques de l'intégration*

**L'histoire de l'intégration européenne peut donc s'analyser comme la superposition de deux dynamiques :**

- 1. La première est politique : son point de départ fut une innovation majeure dans les relations internationales, un processus censé conduire d'un système d'Etats souverains à un Etat fédéral, selon une méthode originale de coopération institutionnalisée et finalisée. Cette méthode fut dite "communautaire" par référence à la CECA (1951) et à la CEE (1957). Les institutions communes, chargées de l'administration des étapes successives du processus, étaient censées préfigurer celles de la fédération, vers quoi les Etats entendaient cheminer. Cette coopération-là fut réduite peu à peu à une négociation quasi-permanente, quand la France, de plus en plus imitée par ses partenaires, exigea du Conseil qu'il prenne ses décisions à l'unanimité. Exposées en permanence, après de Gaulle, et depuis Thatcher, au veto d'un Etat membre, cette négociation se rapprocha peu à peu de la pratique habituelle des organisations multilatérales. En 2000, l'Allemagne offrit la fédération à ses partenaires, et la France ignora la proposition, alors que l'euro rendait nécessaire l'unité politique. Ce refus français pouvait s'interpréter comme un renversement complet de l'intention initiale de la diplomatie française, telle qu'exprimée en 1950.**
- 2. La deuxième dynamique est économique et se rapporte au cadre, occidental d'abord, mondial ensuite, de l'intégration : les Communautés européennes ont été inventées dans le contexte d'un système monétaire international qui mettait l'Europe à l'abri de l'instabilité des changes et la dispensait d'union monétaire, tandis que la croissance garantissait le plein emploi, et l'Etat-providence, la paix sociale. Mise à mal par la**

**déstabilisation de ce système (1971), la stabilité monétaire n'a été rétablie qu'au terme de la longue marche vers l'euro, tandis que s'installaient le chômage et la précarité, avant que la crise financière ne fasse entrer le continent dans la dépression, puis la stagnation. Le multilatéralisme d'inspiration keynésienne et rooseveltienne avait cédé le pas à une fuite en avant dans la privatisation et la dérégulation, d'inspiration hayékienne et thatchérienne puis, au coeur de la zone euro, en Allemagne, au mercantilisme corporatiste de Berlin imposant l'austérité à ses partenaires, à rebours de la cohésion économique, sociale et territoriale voulue pour l'Europe.**

Les Etats ont ainsi confisqué l'Europe aux peuples, tandis que les partis politiques nationaux perdaient la confiance des citoyens. Comme l'Union présente sans conviction un bilan mitigé du côté de l'efficacité et de l'équité, elle peine à recouvrer sa légitimité du côté de la démocratie. Le peu d'intérêt des citoyens pour les élections européennes témoigne de cet échec.

Le rêve était dans les mots, et les actes n'ont pas suivi. Les Etats n'ont pas cessé de promettre. Et se dérobent encore au devoir d'unité. Face à des risques inédits, les populations et les professionnels de la politique sont aujourd'hui en état de panique morale. Entre électeurs et élus, la non-communication s'est installée, exploitée par les ennemis de la société ouverte, ceux du dedans comme ceux du dehors.

### *Voter sans pouvoir choisir*

Toujours anxieux de recouvrer une gloire ou une légitimité perdues, les Etats ne manquent pas une occasion de rappeler qu'ils sont en droit les maîtres des traités. C'est le voile dont ils recouvrent pudiquement la dure réalité de l'Europe en crise: les créanciers sont les maîtres des compromis entre Etats. Les décisions, prises trop tard, ne sont jamais que des accords sans ambition, des bricolages de dernière minute, conclus avec le souci exclusif de la perception qu'en auront les populations nationales. La communauté de situation des citoyens et des peuples européens est délibérément occultée au profit de différences factices, qui entretiennent l'envie ou le ressentiment, allant même dans certains cas jusqu'à engendrer l'humiliation et ressusciter la haine. Parties à ces compromis, les Etats membres, égaux en droit, ne le sont pas en fait: créanciers et contributeurs nets sont plus égaux que les autres. Mais tous restent contraints par le système bancaire privé, seul bénéficiaire, en cas de besoin, de la création de monnaie centrale, puisque les Etats s'en sont interdit l'accès.

Les partis s'invitent alors dans ce schéma: les compromis entre Etats sont passés sur la base du consensus établi entre des gouvernements élus sur des programmes conservateurs et d'autres élus sur des programmes progressistes. Le plus souvent, au terme de la négociation, le point d'équilibre ne satisfait ni les uns, ni les autres. Et les négociateurs se réjouissent alors en saluant un "bon" compromis. Ils ont beau rentrer dans leurs capitales respectives en proclamant qu'ils ont "gagné", ce qui peut flatter un moment l'orgueil national, ils déchantent très vite. Les électeurs s'avisent en effet presque aussitôt que le compromis est trop à gauche pour ceux qui ont voté à droite, trop à droite pour ceux qui ont voté à gauche, ou plus sûrement trop proche des préférences des créanciers. Dans tous les cas, le compromis trahit les promesses électorales, ce qui a pour effet de discréditer les partis au pouvoir, qui ne seront pas reconduits. Les électeurs s'aperçoivent alors que le gouvernement suivant reste prisonnier du même compromis. Ils ont voté sur des programmes écrits, mais n'avaient en vérité pas le choix, puisqu'un programme non-écrit, celui des compromis, passés et futurs, entre Etats, et contraints par la finance, s'impose en fin de compte.

Ce non-choix installe la société européenne dans un conservatisme étroit, sans ambition collective: l'Europe a décroché par rapport à l'Amérique et à l'Australasie. Beaucoup d'Européens éprouvent le sentiment d'un déclassement, tandis que les inégalités se creusent inexorablement, engendrant de multiples frustrations, tant du côté des plus démunis que du côté des plus innovants. Intensifié par la

crise de la zone euro, ce phénomène n'est pas récent. Mais, jusqu'à la crise, les gouvernements l'avaient contenu, soit en accomplissant des petits pas, soit en s'inscrivant dans le sillage des fondateurs, quand un grand pas n'affectait pas les privilèges du personnel politique, comme l'extension de la libre circulation aux personnes, c'est-à-dire à tous – des travailleurs aux résidents –, ou comme la création de la banque centrale. Après tout, les douaniers ou les policiers des frontières ne sont que des fonctionnaires, les banques centrales ne sont que des agences et leurs gouverneurs ne sont pas des élus.

### *Europe inachevée, Europe procrastinée*

Depuis que la création de l'euro, la construction européenne piétine. Les gouvernements sont réticents à établir un pouvoir discrétionnaire, donc souverain, de politique économique commune. Programmer l'abdication partielle des pouvoirs de lever l'impôt et de dépenser son produit par les ministres nationaux des finances et les parlements nationaux, ne mettrait pas seulement en cause le statut d'obscurs serviteurs des Etats, mais des mandats politiques nationaux. Ce ne sont plus de simples postes qui sont menacés, mais les prébendes des oligarques.

A preuve, toutes les étapes parfaitement identifiées qui nous séparent de l'union budgétaire et fiscale de la zone euro sont toujours soumises à des conditions préalables: une révision des traités, ou une réforme constitutionnelle quand les obstacles sont institutionnels, ou la remise en ordre des affaires d'un Etat, voire un changement de gouvernement ou de politique gouvernementale, quand l'obstacle est un écart à la doctrine économique dominante. Ce qui revient à dire que la défense du statu quo, et donc des rentes nationales de situation, l'emporte toujours sur l'intérêt commun des Européens, même face à l'adversité.

Les réformes politiques sont devenues populaires à l'entrée en scène, au 18<sup>e</sup> siècle, du libéralisme politique et, au 19<sup>e</sup> siècle, de la question sociale: il s'agissait de changements radicaux visant l'amélioration d'une institution, le plus souvent dans l'intérêt général ou dans celui des plus faibles. A l'opposé, dans la "novlangue" du Conseil européen, les "réformes" ne sont plus que des ajustements furtifs tendant à conformer les règles du jeu à l'intérêt des plus puissants et des plus riches, postulé identique à l'intérêt général. Pour les citoyens, plus les Etats "réforment", plus c'est la même chose, en pire.

Une autre cause d'immobilisme, c'est la propension des gouvernements à différer les décisions au delà de la prochaine élection. Les décisions les plus nécessaires et les plus urgentes sont devenues des "patates chaudes", non seulement parce qu'il est risqué de les prendre soi-même, mais parce qu'il est trop tentant de s'en débarrasser en les refilant aux successeurs. **C'est fou ce qu'on fera après la prochaine élection qu'on ne fait pas avant.** Une vieille variante de ce cas de figure consiste à faire dépendre la décision, non pas de sa propre réélection, mais de l'accession au pouvoir dans un autre Etat membre d'un parti politiquement plus proche. C'est comme si achever l'union devait attendre que tous les gouvernements en place au même instant appartiennent à la même famille politique ou affichent la même doctrine économique.

En outre, les décideurs, dans l'Etat ou dans l'entreprise, sont emprisonnés, les uns par leurs souverainetés impuissantes, les autres par les dérives du capitalisme actionnarial ou la volatilité des marchés, dans des horizons temporels de plus en plus courts, qui vont, au mieux, de la durée d'un mandat électif aux quelques heures précédant l'éclatement d'une bulle spéculative, décourageant toute prospective, toute planification, toute vision à long terme. Les horizons spatiaux, quant à eux, de plus en plus larges, continentaux ou mondiaux, placent les décideurs publics nationaux en état d'infériorité naturelle par rapport aux Etats-continentaux, aux géants transnationaux de l'énergie, des métaux ou du numérique, ou aux organisations multilatérales. Tous ces grands décideurs posent, hors champ démocratique, des règles secrètes, débusquées par des lanceurs d'alerte et décryptées

par de rares analystes. C'est ce qu'un gouverneur de banque centrale a appelé "**la tragédie des horizons**".

Si le personnel politique national ne veut pas fossoyer le projet européen, il doit reconnaître tôt ou tard que les prérequis ou les reports ou le court-termisme ou le souverainisme, devant l'urgence et face à l'adversité, doivent être bannis une fois pour toutes de la pratique gouvernementale. **Si les citoyens d'Europe ne veulent pas s'interdire d'inventer leur futur, ils doivent reconnaître tôt ou tard, eux aussi, que la démocratie nationale, régionale et locale restera vulnérable à toutes les attaques de ses adversaires. La sécurité exige le solide bouclier d'une fédération puissante qui apparaît dès lors, quelle qu'en soit l'échelle, comme une condition sine qua non de toute transformation de la société ou de l'Etat.**

### *Europe inachevée, Europe vulnérable*

La crise migratoire de 2015 et les attaques terroristes du 7, 8 et 9 janvier et du 13 novembre ont exposé cette vulnérabilité à tous les regards. Les politiques de l'immigration ou de l'asile sont toujours et partout des politiques équilibrées, entre le principe universel de non-discrimination et l'opinion majoritaire, entre altruisme et égoïsme, entre reconnaissance de "l'autre" et idolâtrie de soi, entre empathie et incompréhension, entre partage et cupidité, entre métissage et reproduction du corps social à l'identique, entre liberté d'aller et de venir et passeport intérieur. Mais l'Union européenne est dans une contradiction singulière. Elle fonde la citoyenneté européenne et la liberté de circulation des ressortissants de tous ses Etats membres sur le principe de non-discrimination nationale tout en laissant, pour l'essentiel, le contrôle de sa frontière extérieure, et sa charge financière, à ses seuls Etats frontaliers, dont la Grèce, paupérisée et ravagée par l'austérité. Cette iniquité est intenable. D'autant que les réfugiés d'aujourd'hui ne sont que le phénomène avant-coureur d'autres migrations, climatiques celles-là. La sagesse recommande de se préparer à plus de migrations, pas à moins.

**Aucune société ne peut se mettre parfaitement à l'abri, quelle que soit l'origine des attaques. Le terrorisme ne peut être totalement éradiqué. Il faut le gérer.** Et le traiter sur un mode sécuritaire ne suffit pas. Mais dans l'Union européenne tout devient plus difficile si cette gestion est laissée aux seuls Etats membres, en arguant de leur souveraineté, alors que leur savoir-faire en matière de renseignement et de police varie grandement en fonction de leur histoire et de leur taille, et que la coopération des services est défaillante. Tous les Etats membres n'ont pas été également exposés dans le passé à l'insécurité ou à des entreprises de subversion, mais tous ont en commun la même illusion de pouvoir fonctionner en vase clos.

Dans l'Union européenne, toute personne a droit à la liberté et à la sûreté. La crise migratoire menace notre liberté chérie et le terrorisme menace la sûreté, qui est un droit fondamental dans l'état de droit. On voit bien que les citoyens d'Europe éprouvent objectivement une situation commune, qui appelle un gouvernement commun. Et cette réponse est ni plus ni moins qu'un Etat, dont liberté et sûreté sont les premières raisons d'être, depuis Hobbes ou Spinoza. Un corps fédéral de **gardes-frontières** dépend logiquement d'un ministère fédéral de l'intérieur, des unités de **gardes-côtes** d'une marine fédérale, les actions anti-terroristes à l'intérieur du territoire de l'Union d'une **police fédérale**, ces actions supposent une mise en commun des données recueillies dans l'ensemble de l'Union et donc un **service fédéral de renseignement**. A quoi s'ajoute évidemment une capacité de projection, qui requiert une **force armée commune**. Mais la volonté politique d'avancer délibérément dans cette voie, et de donner à l'Union les ressources propres nécessaires, fait défaut.

### *La politique de la peur*

Alors, il faut être clair. **Si l'Union européenne est incapable de traiter ces questions sur un**

**mode communautaire**, comme les traités lui en font l'obligation, le droit de circuler librement en Europe sera repris aux Européens, d'abord par les Etats membres où la politique de la peur aura triomphé, puis dans l'ensemble de l'Europe, parce que l'Union se sera désintégrée. En Europe cohabiteront, dans la défiance d'abord, puis dans l'hostilité mutuelles, des nations-forteresses où, d'état d'urgence en état de siège, la démocratie elle-même sera reprise aux Européens, qui subiront au mieux des démocraties dirigées, des régimes illibéraux. **L'heure de la décadence aura sonné.**

Si l'équipage européenne se contente d'écopper, ou de colmater les brèches, à raison de plusieurs rencontres par mois des 28 chefs de gouvernement, sans donner aux institutions communes des moyens comparables à ceux de l'Administration et du Congrès des USA, moins exposés que l'UE à des menaces proximales, les Etats membres continueront de faire passer les Européens dans le monde pour d'insouciant amateurs, attendant du destin ou d'alliés compatissants ou d'adversaires indulgents, la protection de leur liberté et de leur sûreté. Le bateau prendra l'eau, et le naufrage viendra. Ce n'est qu'une question de temps: la politique de la peur aura quand même triomphé. Murs et barbelés continueront de cloisonner l'Europe.

Si les moyens ne sont pas donnés pour la liberté et la sûreté, pourquoi le seraient-ils pour la transition énergétique ou pour compléter l'union monétaire? Les classes moyennes ont été victimes des politiques d'austérité, voulues par les créanciers des Etats en vertu de l'infâme consensus de Washington. Elles sont et seront victimes de la stagnation que ces politiques engendrent. Tôt ou tard elles conviendront qu'elles ont pris un trop grand risque, soit en se pliant au principe TINA (*there is no alternative*), sans jamais l'avoir choisi sciemment, soit en tentant de "renverser la table" à l'invitation de démagogues.

Les politologues de l'intégration européenne ont observé de longue date l'émergence d'une alliance entre l'intergouvernementalisme (national-souverainisme) et le néo-libéralisme (dogme de l'auto-régulation). Sous le règne de cette alliance, la politique nationale a été réduite à un simple marché où des sondages presque toujours nationaux sont censés révéler des préférences nationales et où des programmes nationaux, censés répondre à ces préférences nationales, sont offerts aux électeurs nationaux, réduits à la condition de consommateurs passifs. L'intergouvernementalisme n'est qu'une habitude confortable (pour les naïfs) ou une ruse cynique (pour les malins), limitant cette offre politique à une seule politique. La seule politique disponible est définie par consensus entre des gouvernements majoritairement acquis au dogme. Elle présente l'énorme avantage de préserver les rentes de situation, dans la politique et dans les médias.

TINA a détruit la confiance dans les partis de gouvernement et dans la politique d'hier, identifiée à la mondialisation et à "l'Europe de Bruxelles", et ouvre un boulevard aux candidats de la démocratie contre l'austérité (gauche radicale), ou aux candidats du national-capitalisme contre la démocratie (néo-fascisme). Les politiciens de l'extrême-centre, des libéraux les moins sociaux aux socialistes les plus libéraux, ont choisi d'humilier la démocratie. C'est ainsi qu'ils ont maintenu le statu quo et sauvé les banques (récompensant la cupidité), mais ils ont été mis au défi d'exposer à la vue de tous le fonctionnement secret (post-démocratique) de l'euro-groupe. Ils vont même jusqu'à préempter le programme de l'extrême-droite – c'est ce qui se passe en France – et à anticiper son application (pré-fascisme). Seules une politique et une économie radicalement démocratiques dans tous les périmètres de la vie publique et à l'échelle continentale – ou au moins à celle d'un premier noyau fédéral – peuvent guérir les Européens de la peur.

*La politique de l'espoir*

**La transformation démocratique de l'Europe a déjà commencé**, parallèlement à la montée des nationalismes, de la xénophobie, du racisme et de l'intolérance. En dernière analyse, tous ces phénomènes ont la même matrice idéologique: la nation exclusive. La transformation démocratique



n'aboutira pas dans une Europe d'Etats se prétendant souverains absolument, dans une Europe du Conseil européen ou de l'euro-groupe. Quand les gouvernements nationaux piétinent les droits démocratiques, ou sont tentés de le faire, seule une constitution fédérale peut **garantir** aux citoyens et aux peuples les **garanties** offertes dans les constitutions des Etats nationaux. Sinon quel serait le recours d'un citoyen privé de ses droits par son Etat d'origine ou de résidence? Pour que soit donnée cette "**garantie de la garantie**" (René Cassin), il faut que les Etats "souverains" fassent place à des Etats "membres", et que la puissance publique ne soit plus l'attribut exclusif des Etats nationaux.

**Pour que la transformation démocratique de l'Europe ne reste pas confinée dans les frontières, elle doit les traverser, et se nourrir de toutes les expériences citoyennes en cours ou en projet. Elle doit être transnationale.** Certes, rien n'interdit d'adresser des prières aux gouvernements, sans trop croire qu'elles seront exaucées. Ces prières demanderaient que leur action européenne, dès maintenant, ne dépende plus de règles arbitraires et du déni des réalités mondiales. Un simple vote au Conseil et au Parlement serait suffisant pour surmonter la réticence à décider, si seulement la minorité était disposée à se plier à la volonté de la majorité. Mais pourquoi les gouvernements ou les partis nationaux démontreraient-ils aujourd'hui, quand des catastrophes menacent, un courage dont ils n'ont pas fait preuve en des temps plus sereins? Ils ont hérités de tous nos atouts communs. Pourquoi ne s'en servent-ils pas? Pire, pourquoi les gâchent-ils? **Les citoyens, les villes, les entreprises doivent donc prendre eux-mêmes l'initiative de cette transformation, à partir du bas, sans rien attendre des gouvernements ou des partis politiques**, mais en faisant peser sur eux une pression croissante, au point qu'elle devienne irrésistible.

**L'espoir doit renaître. L'espoir peut renaître.** Il n'est qu'à se remémorer dans quelles conditions est né le projet d'une "Europe libre et unie": sous la botte de l'occupant, dans la clandestinité des régimes totalitaires, dans leurs geôles et leurs camps, dans les maquis et les réseaux de la Résistance. Nos gouvernants, nos représentants, les riches et les puissants de ce monde, ne sont-ils pas ridicules d'hésiter à sortir de leurs zones de confort respectives, pour s'emparer des enjeux du 21<sup>e</sup> siècle? Ne méritent-ils pas notre mépris, à croire que le laissez-faire et le laissez-passer, la croissance quantitative ou l'emploi salarié seraient des réponses universelles à nos angoisses, et aux menaces qui pèsent sur notre avenir? Pourtant, ne sommes-nous pas, comme eux, nous simples citoyens, coupables d'indifférence au sort des générations futures, de nos propres enfants et petits-enfants? N'avons-nous pas le tort de nous défier de la politique et de la démocratie en comptant sur les vieux démons de la discrimination nationale ou religieuse pour faire taire nos angoisses, au lieu de nous mobiliser au service de formes nouvelles de participation libre, du village ou du quartier, là où nous sommes, jusqu'au continent, qui nous est commun.

*Un pacte républicain pour l'Europe*

*Nous ne coalisons pas des Etats. Nous unissons des hommes.*  
Jean Monnet, 1952.

Le moment est venu de proclamer que le rêve européen est plus qu'un marché, que **l'Europe est le projet d'ajouter un mieux-être commun sans nier les diversités**. Il appartient aux peuples et aux citoyens d'Europe de reprendre aux Etats une souveraineté qu'ils usurpent depuis qu'ils ont démontré leur insuffisance face à l'adversité, et de redistribuer leurs pouvoirs souverains entre eux-mêmes et les institutions communes. Le moment est venu de comprendre qu'**une fédération ne fédère pas seulement des Etats mais d'abord des citoyens, en tant que citoyens des Etats – comme peuples des Etats – et en tant que citoyens de la fédération – comme peuple fédéral**. Les mêmes citoyens sont citoyens deux fois. La fédération, c'est le projet d'une communauté politique basée sur un principe fondateur, posé après l'expérience du nazisme, **le principe de non-discrimination**. Ce principe met hors-la-loi toute discrimination non seulement d'origine, de religion, de sexe, mais aussi de nationalité. Il s'attaque donc à la discrimination sur laquelle reposait

la fermeture de l'Etat-nation et la division de l'Europe.

Le vote d'extrême-droite signale, à l'origine de sa progression, un défaut d'inclusion sociale et culturelle. Sa progression est bien la preuve que le programme de ces partis fomentant l'exclusion est en phase avec une crise existentielle des sociétés nationales, et que la présence de ces formations politiques dans toute l'Europe démontre paradoxalement, s'il en était encore besoin, l'existence d'une société européenne déjà transnationale. Ces partis, en quête d'une illusoire "pureté" prêchent l'exclusion des "différents", affirment la supériorité des nationaux sur les étrangers, des pratiquants d'une religion sur ceux d'une autre, veulent fermer les territoires à l'encontre du droit d'asile et du devoir d'hospitalité, prétendent revenir sur l'égalité des genres. Et ce bref catalogue n'est pas exhaustif.

C'est donc le principe de non-discrimination, énoncé par la Convention européenne des droits de l'homme et confirmé dans l'UE par la Charte des droits fondamentaux, qui peut fonder une politique de l'espoir. Citoyens et réseaux, organisations représentatives de la société civile, non contaminés par l'idéologie de l'exclusion, peuvent travailler ensemble à un **pacte civique européen** pour l'égalité des droits, l'égalité politique, comme les résistants ou les constituants surent le faire, pour épargner à l'Europe, donc à ses pays membres, de nouveaux cauchemars. Partis et partenaires sociaux pourraient être invités à souscrire dans chaque pays membre un **pacte républicain pour l'Europe, valide jusqu'à la constitution de la fédération, pour soustraire un champ d'action commune au *business as usual* – compétition électorale entre les partis et négociation collective entre partenaires sociaux. Les Pactes incluraient un contrat social, une New Deal économique et une constitution politique:**

1) Le **contrat social** vise à faire reculer les inégalités et la précarité tout en corrigeant dans la zone euro les effets collatéraux des politiques d'austérité. La déflation compétitive a lancé les Etats et leurs peuples les uns contre les autres dans une concurrence effrénée, une course au moins-disant salarial, fiscal et social, au moment où le plein emploi salarié est devenu un objectif inaccessible. Au contraire, le moment est venu pour les citoyens européens de prendre une conscience claire d'appartenance à un corps social continental, solidaire par delà les Etats. A cette fin, il faut instituer un nouveau "commun continental", un **revenu inconditionnel de citoyenneté**, détachant partiellement les ressources des ménages de l'occupation d'emplois salariés, garantissant l'égalité de tous les Européens devant les aléas de la vie. Cette nouvelle dépense serait couverte, dans un premier temps, par une **taxe sur les transactions (financières)**.

2) un **New Deal pour l'Europe (NewDeal4Europe)**, entendu comme un **contrat transnational de politique économique** visant la sobriété énergétique, la création d'emplois par la transition aux énergies renouvelables et à l'autonomie énergétique de l'habitat. Il assigne un objectif prioritaire à la recherche et à l'innovation: le développement durable. Le New Deal, contribuant fortement lui aussi à l'émergence d'une conscience européenne, exige: (i) la création préalable d'agences financières fédérales pour compléter l'union monétaire, (ii) l'institution sans tarder d'une valeur du carbone – un autre "commun continental" – et (iii) une stratégie européenne de mise en réseau de projets industriels ouverts à la concurrence des firmes sans distorsion due à une compétition stupide entre Etats membres.

3) la **constitution** par la voie démocratique et pacifique, de bas en haut, selon une méthodologie participative, d'une *res publica europae* – des Etats-Unis d'Europe. La révision des constitutions des Etats membres suivrait, tôt ou tard, incluant la fédéralisation des Etats unitaires centralisés, avec le souci prioritaire de protéger les Européens des dangers de la professionnalisation de la vie politique. La confiance dans les institutions publiques serait alors restaurée à l'échelle du continent.

Ces contrats et ces constitutions sont le cahier des charges minimal du chantier qu'il s'agit d'ouvrir par le pacte civique européen et les pactes républicains (ou unitaires) pour l'Europe, et par des constituantes locales d'initiative populaire. Le Manifeste continental entend engager une conversation publique: comment inclure tous les citoyens dans le processus constituant, puis dans la gestion des affaires publiques? Comment est-il possible, pour toutes les Européennes et tous les Européens, de vivre ensemble une vie décente? Comment en repensant l'entreprise et l'Etat réduire l'écart entre le récit moral et les pratiques réelles? C'est le chemin pour sortir ensemble de la crise, et prévenir la suivante, sauver la planète, réparer l'Europe et la démocratie, et renouer avec les Lumières, la "vie bonne" et le commun.

## *Epilogue*

*Soyons la même République, soyons les Etats-Unis d'Europe, soyons la fédération continentale*

*Victor Hugo*

L'Europe ne peut servir l'humanité qu'en devenant pour les Européens et pour les autres une république cosmopolitique. Toute autre perspective est mortifère. Une Europe qui ne serait pas à la hauteur de son humanisme et de ses Lumières serait submergée par la barbarie et l'obscurantisme.

L'ouverture est la seule réponse possible à tous ceux qui ont connu l'horreur des bombes, des gaz létaux, du viol, et qui ont encore le courage de braver la mort pour se réfugier dans ce qu'ils voient comme un eldorado.

*La fermeture, qu'elle prenne la forme d'un mur ou de l'ignorance, est un suicide. Elle prétend arrêter le temps. Figer l'Europe dans son état présent équivaut à programmer sa mort.*

Les Etats-nations ont enfermé les Européens dans une stagnation de longue durée. L'Europe des Etats s'auto-détruit. Elle n'offre plus à ses résidents d'aujourd'hui, réfugiés compris, qu'une perspective: le partage de la pénurie et la peur du lendemain.

Le zéro carbone, l'énergie distribuée, l'internet des objets, l'économie circulaire, le revenu inconditionnel de citoyenneté: toutes ces innovations ne dessinent qu'une seule et même perspective pour notre continent, pour ses voisins et pour la planète. C'est à cette lumière qu'il faut examiner la crise des campagnes et le mal-être des villes.

Cette perspective est celle d'un chantier et d'un jardin: le chantier de l'autonomie énergétique de chaque foyer, le jardin d'une nature réparée et d'une humanité réconciliée avec son habitat.

Le chemin de l'espoir, c'est la métamorphose de l'Europe. Sa sortie définitive du 20e siècle. Les Européens doivent cesser de regarder leur nombril. Les gloires nationales passées ne reviendront pas.

C'est avec humilité qu'il faut ensemble inventer une démocratie ouverte, un modèle durable et équitable. Il n'est pas d'autre voie pour faire taire les fauteurs de haine : fédérer l'Europe pour ouvrir le chantier et cultiver le jardin. L'heure est venue – elle n'a que trop tardé – d'instituer enfin la République d'Europe.

*L'auteur de ce texte est Bernard Barthalay. Le Manifeste Continental est le produit d'une conversation qu'il a établie depuis plusieurs années avec ses amis de Puissance Europe/Weltmacht Europa (PE/WE), un réseau transnational d'initiatives fondé par une poignée de fédéralistes européens au long cours, mais aussi sur les réseaux sociaux, notamment sur sa page Facebook personnelle et sur les pages PE/WE ([www.puissanceeurope.eu](http://www.puissanceeurope.eu)) et United States of Europe ([www.united-states-of-europe.org/](http://www.united-states-of-europe.org/)). C'est moins un texte d'auteur que l'expression d'un fort consensus entre des individus qui ont appris à débattre ensemble de l'avenir de l'Europe à partir d'un constat, posé par Spinelli dès les années cinquante: celui de l'usurpation par les gouvernements nationaux du rôle de gouvernement de l'Europe qui n'est pas le leur, hors de tout mandat populaire explicite. Le Conseil européen et l'euro-groupe en sont encore là.*